



Trèbes.

N°92/2026

FOLIO 167

ARRÊTÉ MUNICIPAL

TEMPORAIRE

PORTANT REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT DES VÉHICULES

PARKING COLLÈGE – BOULEVARD DU MINERVOIS

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE TRÈBES

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la route et notamment l'article R.225 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription et livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire) ;

VU la loi n°82.213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment ses articles 25 et 27 ;

VU la demande de la Police Municipale en date du 26 mars 2026 en vue de neutraliser le parking du collège pour la manifestation « rallye citoyen » du mercredi 8 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'autoriser et de veiller au bon déroulement de cette manifestation afin d'assurer la sécurité publique ;

CONSIDÉRANT qu'en raison du déroulement de cette manifestation, il y a lieu de régler momentanément le stationnement du parking du collège – Boulevard du Minervois - 11800 Trèbes ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le mercredi 8 avril 2026, de 7h à 18h, le parking du collège sera neutralisé pour la manifestation « rallye citoyen ».

ARTICLE 2 : Pendant toute la durée de cette manifestation, le stationnement des véhicules sera interdit sur le parking du collège.

ARTICLE 3 : Des barrières seront mises en place par les services techniques municipaux.

ARTICLE 4 : Nonobstant la date fixée à l'article 1, ces dispositions d'exploitation du stationnement cesseront à la fin effective de la manifestation, concrétisée par la levée de la signalisation.

L'interdiction de stationner et la signalisation seront mises en place par les services techniques municipaux et la police municipale.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

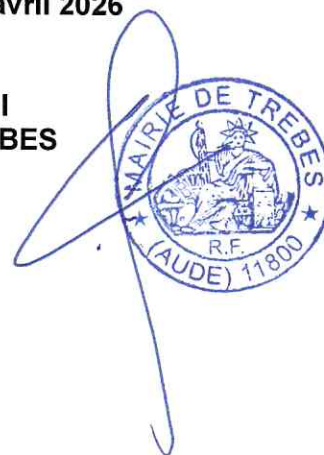
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de la gendarmerie de TRÈBES, la police municipale, les services techniques municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Trèbes, le 07 avril 2026

Éric MÉNASSI
Maire de TRÈBES



Publié le : ... 07 avril 2026 ...